

Direction Départementale des Territoires
Service Eau, Forêt, Environnement

**Arrêté n° E-2018-164 en date du 06/07 / 2018
réglementant les prélèvements d'eau à usage d'irrigation agricole,
le remplissage des plans d'eau, les manœuvres de vannes, l'arrosage des
jardins, espaces verts, terrains de sport et certains autres usages
dans le département du Lot**

*Le Préfet du Lot,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu le code de l'environnement ;
 - Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;
 - Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212 et L. 2215 ;
 - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 - Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2009 portant réglementation des bruits de voisinage ;
 - Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne (SDAGE) 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur du bassin le 1^{er} décembre 2015 ;
 - Vu l'arrêté cadre départemental du 28 mai 2018, définissant les mesures de limitation ou de suppression provisoire des usages de l'eau ;
 - Vu la note de situation hydrologique établie par la direction départementale des territoires du Lot, du 3 juillet 2018 ;
 - Vu le compte rendu de la concertation écrite organisée le 3 juillet 2018, sur les mesures à adopter ;
- Considérant la situation hydrologique et météorologique actuelle sur le département du Lot ;
- Considérant la nécessité de concilier la protection des milieux naturels, l'alimentation en eau potable, la salubrité en aval des agglomérations et les différents usages de l'eau,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : OBJET

Les conditions climatiques et hydrologiques actuelles appellent les mesures de régulation des usages de l'eau mentionnées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : MANOEUVRE DE VANNES D'INSTALLATION HYDRAULIQUES

La manœuvre des vannes des installations hydrauliques (déversoirs, prises d'eau) établies sur les cours d'eau cités à l'article 5 du présent arrêté, **est interdite**, sauf situation d'urgence, demande motivée du service police de l'eau ou dérogation accordée par le service de police de l'eau.

Les propriétaires d'installation souhaitant procéder à une manœuvre de vannes pour des raisons dûment motivées, devront y avoir été préalablement autorisés par le service de police de l'eau de la direction départementale des territoires du Lot.

ARTICLE 3 : REMPLISSAGE DES RESERVES, RETENUES ET PLANS D'EAU

Le remplissage des réserves d'eau, retenues collinaires et autres plans d'eau par pompage ou prises d'eau dans les ressources définies par l'article 5 du présent arrêté **est interdit**.

ARTICLE 4 : PRELEVEMENTS POUR L'ARROSAGE DES JARDINS, DES ESPACES VERTS, DES TERRAINS DE SPORT ET AUTRES USAGES DOMESTIQUES

Les prélèvements pour l'arrosage des jardins (agrément et potagers), des pelouses, des espaces verts et des terrains de sport, opérés dans les ressources définies par l'article 5 sont soumis aux mêmes règles que les prélèvements destinés à l'irrigation agricole, sauf arrosage réalisé par un dispositif tenu à la main.

Les prélèvements pour le remplissage des piscines et le lavage des véhicules sont interdits dans les ressources définies par l'article 5 du présent arrêté.

ARTICLE 5: RESSOURCES CONCERNEES ET MESURES APPLICABLES AUX PRELEVEMENTS POUR L'IRRIGATION AGRICOLE

Les prélèvements destinés à l'irrigation agricole sont encadrés par les mesures énoncées ci-après.

Les ressources concernées par les mesures applicables à l'irrigation agricole et aux usages énoncés aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sont les cours d'eau cités ci-après, leurs affluents et nappes d'accompagnement (y compris sources, fontaines, canaux et dérivations situés dans le bassin).

Sont considérés comme des prélèvements dans les nappes d'accompagnement, les prélèvements dans des puits, plans d'eau, bassins ou forages situés à moins de 100 mètres des cours d'eau (sauf alimentation par une nappe profonde).

1 - BASSIN DE LA GARONNE

A - La Séoune et l'ensemble de ses affluents

Les communes concernées par les mesures de restriction des prélèvements énoncées ci-après, sont les suivantes : BAGAT-EN-QUERCY, CARNAC-ROUFFIAC, FARGUES, MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC et SAUZET.

- **Les prélèvements directs dans les cours d'eau et les nappes d'accompagnement sont interdits chaque jour de 8h00 à 20h00.**

B - Le Lemboulas et l'ensemble de ses affluents (sauf la Lupte)

Les communes concernées par les mesures de limitation des prélèvements énoncées ci-après, sont les suivantes : BELFORT DU QUERCY, CASTELNAU-MONTRATIER-SAINTE-ALAUZIE, FONTANES, LALBENQUE, MONTDOUMERC et SAINT-PAUL-FLAUGNAC.

- **Les prélèvements directs dans les cours d'eau et les nappes d'accompagnement sont interdits chaque jour de 13h00 à 20h00.**

2 - BASSIN DE LA DORDOGNE

A - Le Tournefeuille et l'ensemble de ses affluents

Les communes concernées par les mesures de limitation des prélèvements énoncées ci-après, sont les suivantes : ANGLARS-NOZAC, LAMOTHE-FENELON, LE ROC, LE VIGAN, LOUPIAC, MASCLAT, NADAILLAC-DE-ROUGE, PAYRAC et ROUFFILHAC.

- Les prélèvements directs dans les cours d'eau et les nappes d'accompagnement sont interdits chaque jour de 13h00 à 20h00.

B - L'Alzou, le ruisseau d'Aynac, l'Ouyse et l'ensemble de leurs affluents

Les communes concernées par les mesures de limitation des prélèvements énoncées ci-après, sont les suivantes : ALBIAC, ANGLARS, AYNAC, BIO, CALES, COUZOU, ESPEYROUX, ISSENDOLUS, GRAMAT, LACAPELLE-MARIVAL, LACAVE, LAVERGNE, LE BOURG, LE BOUYSSOU, LEYME, LOUBRESSAC, MAYRINHAC-LENTOUR, PADIRAC, RIGNAC, ROCAMADOUR, RUDELLE, RUEYRES, SAIGNES, SAINT-BRESSOU, SAINT-JEAN-LAGINESTE, SAINT-AURICE-EN-QUERCY, SAINT-DU-PENDIT, SONAC, THEGRA, THEMINES et THEMINETTES.

- Les prélèvements directs dans les cours d'eau et les nappes d'accompagnement sont interdits chaque jours de 13h00 à 20h00.

C - La Sourdoire, le Maumont et l'ensemble de leurs affluents

Les communes concernées par les mesures de limitation des prélèvements énoncées ci-après, sont les suivantes : BETAILLE, SAINT DENIS LES MARTEL, SAINT MICHEL DE BANNIERES et VAYRAC.

- Les prélèvements directs dans les cours d'eau et les nappes d'accompagnement sont interdits chaque jours de 13h00 à 20h00.

ARTICLE 6 : RESSOURCES ET USAGES NON CONCERNES PAR LE PRESENT ARRETE

Le présent arrêté ne concerne pas les prélèvements suivants :

- prélèvements opérés dans les réseaux d'eau potable dont l'usage peut, le cas échéant, faire l'objet de restrictions par arrêtés municipaux ou préfectoraux.
- prélèvements opérés dans des réserves d'eau exclusivement alimentées par forage profond ou par des eaux de ruissellement, en période d'étiage ;
- prélèvements opérés dans les plans d'eau en barrage d'un cours d'eau dès lors qu'il existe un dispositif de restitution de débit réservé opérationnel et fonctionnel ;
- prélèvements opérés pour l'abreuvement des animaux ou la lutte contre l'incendie.

ARTICLE 7 : DEBIT MINIMUM BIOLOGIQUE

En application de l'article L. 214-18 du code de l'environnement, les ouvrages devront laisser passer en tout temps dans le lit principal des cours d'eau un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation, la reproduction des espèces qui le peuplent ou, le cas échéant, le débit réservé prescrit.

Les prélèvements dans les trous dans le lit d'un cours d'eau (gourgues) sont strictement interdits, si aucun débit entrant à l'amont et sortant à l'aval n'est visible en surface.

ARTICLE 8 : DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du **samedi 7 juillet 2018 à 8h au 31 octobre 2018**, sauf arrêté préfectoral anticipant la levée de cette interdiction.

ARTICLE 9 : SANCTIONS

Tout contrevenant est passible des sanctions prévues par les articles R. 216-9 et R. 216-12 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : AFFICHAGE ET MISE A DISPOSITION EN MAIRIES

Un exemplaire du présent arrêté sera mis à la disposition du public dans les mairies des communes concernées, pendant leurs horaires habituels d'ouverture. Son annexe 1, récapitulant les principales mesures applicables, y sera affichée.

ARTICLE 11 : EXECUTION - PUBLICATION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Gourdon, la sous-préfète de Figeac, le directeur départemental des territoires du Lot, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie nationale du Lot, les agents de l'agence française pour la biodiversité, les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture mis en ligne sur le site Internet de la préfecture du Lot.

Une copie du présent arrêté sera adressée au préfet de région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, aux préfets des départements de la CORREZE, du CANTAL, de TARN-ET-GARONNE, de LOT-ET-GARONNE et de la DORDOGNE, au président de la chambre départementale d'agriculture, au président de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement et aux maires des communes concernées.

CAHORS, le.....

6 JUIL. 2018

Le Préfet du Lot,



Jérôme FILIPPINI

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit lui être jointe.
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire - Hôtel de Roquelaure 246 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit lui être jointe.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse (68, rue Raymond IV - 31000 Toulouse tél : 05 62 73 57 57) dans un délai de deux mois courant à compter de sa publication.

ANNEXE 1 à l'arrêté n° E-2018-164 réglementant les prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole, les manœuvres de vannes et d'autres usages de l'eau

Dispositions applicables à compter du samedi 7 juillet 2018 à 8h.

Mesures applicables aux prélèvements d'eau dans les cours d'eau, leurs affluents et leurs nappes d'accompagnement, pour l'irrigation agricole et l'arrosage des jardins, des espaces verts et des terrains de sport.			
	Bassins	Horaires d'interdiction	OBSERVATIONS
Quercy Blanc	Séoune	8h00 à 20h00	
	Petite Barguelonne	-	
	Grande Barguelonne	-	
	Lendou	-	
	Lupte	-	
	Lemboulas	13h00 à 20h00	
	Lère, Dourre, Glaich, Cande	-	
Bassin du Lot	Thèze	-	
	Le Vert Amont (amont plan d'eau de Catus)	-	
	Le Vert Aval et la Masse	-	
	Les affluents du Lot (sauf Thèze, Vert, Vers et Célé).	-	
	Le Vers, la Rauze et la Sagne	-	
	Le Célé	-	
	Le Bervezou, le St Perdoux, le Veyre	-	
Bassin de la Dordogne	Le Céou, le Bléou, l'Ourajoux	-	
	L'Alzou, le ruisseau d'Aynac, l'Ousye	13h00 à 20h00	
	La Marcillande, la Germaine, la Melve	-	
	Le Tournefeuille	13h00 à 20h00	
	Le Tolerme	-	
	La Bave	-	
	Le Mamoul	-	
	La Borrèze	-	
	La Cère	-	
	La Tourmente	-	
	La Sourdoire, le Maumont	13h00 à 20h00	

Autres mesures

Dans les cours d'eau ainsi que leurs affluents et nappes d'accompagnement où les prélèvements pour l'irrigation et l'arrosage sont limités, les manœuvres de vannes (sauf urgence ou dérogation) et les prélèvements pour le remplissage des plans d'eau et piscines ou pour le lavage des véhicules sont interdits en permanence.

L'arrêté préfectoral complet peut être consulté dans les mairies des communes concernées et sur le site internet de l'Etat dans le Lot (www.lot.gouv.fr) à la rubrique « politiques publiques > milieux aquatiques > usages de l'eau ».

